

Ministère de la Coopération Internationale

République de Guinée

**Point Focal National Suppléant
du Programme d'Action d'Istanbul**

Travail – Justice – Solidarité



**Communication du Point focal National Suppléant
de la République de Guinée au Séminaire annuel
des points focaux du Programme d'Action
d'Istanbul-**

2015

Bruxelles (Belgique) décembre

I. Introduction

II. Processus de planification du développement, incluant les grandes tendances économiques, sociales, politiques et environnementales

III. Evaluation des progrès et des défis dans la mise en œuvre du programme d'Action d'Istanbul 2011-2020

- a) Capacité de production ;
- b) Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural ;
- c) Commerce
- d) Produits de base
- e) Développement humain et social ;
- f) Crises multiples et autres défis émergents ;
- g) Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités :
 - mobilisation des ressources domestiques ;
 - aide au développement ;
 - dette extérieure ;
 - investissement direct de l'étranger ;
 - science, technologie et innovation ;
 - transferts des fonds des migrants

a) Bonne gouvernance à tous les niveaux ;

I. Cohérence et liens avec l'ordre du jour pour l'après 2015 et d'autres processus mondiaux ;

II. Conclusion et marche à suivre.

Extrait du rapport national sur la mise œuvre du plan d'action d'Istanbul

I. Introduction – Contexte de mise en œuvre du plan d'action d'Istanbul

I-1 Au Plan National

La République de Guinée, après plus d'une décennie marquée par une forte instabilité politique, une situation sécuritaire préoccupante, une cohésion sociale affaiblie par les rivalités intercommunautaires et des conditions socio-économiques précaires ; les guinéens ont procédé en novembre 2010 à l'élection au suffrage universel directe, libre et démocratique d'un Président de la République.

A la suite de cette élection présidentielle de 2010, une vision a été dégagée pour faire de la Guinée un pays émergent à l'horizon 2035 à travers la transformation de ses potentialités économiques pour le bénéfice des populations. Cela nécessite le renforcement de la cohésion sociale, la rénovation des infrastructures, une main d'œuvre qualifiée, un environnement des affaires de qualité et un Etat garant du respect de l'intérêt général et capable de piloter ce processus complexe. Des avancées ont été enregistrées avec l'assainissement du cadre macro-économique et l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2012. La transition politique a été parachevée en 2013 avec l'organisation des élections législatives. Enfin, des avancées notables ont été enregistrées

dans la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), de la Justice et de l'Administration publique. En s'appuyant sur ces avancées, la Guinée a organisé à Abu Dhabi, la Conférence des partenaires et investisseurs privés pour échanger sur sa vision et les projets transformateurs qui la soutiennent

Malgré ces avancées significatives, au regard du contexte antérieur, le contexte social reste marqué par un niveau élevé de pauvreté. En effet, selon les résultats de l'enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté en 2012, les niveaux de pauvreté en Guinée restent parmi les plus élevés de la sous-région avec une incidence de 55,2%, une profondeur de la pauvreté de 18,40% et un indice de sévérité de 8,4%.

Cette situation s'est aggravée avec l'apparition soudaine, en fin 2013, de l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola qui a frappé de plein fouet tous les secteurs de l'économie nationale porteurs de croissance (agriculture, transport, mine, tourisme, hôtellerie, santé, etc.).

I-2 Au plan International

Il faut noter une amélioration de la Coopération entre les Institutions Internationales bi et multi latérales avec la Guinée ; toute chose qui constitue une preuve de l'amélioration de la gouvernance globale. Grâce à cette externalité positive sur le plan International et malgré les manques à gagner de ressources internes, les fondamentaux économiques n'ont pas été considérablement bouleversés.

II. Processus de planification du développement national, incluant les grandes tendances économiques, sociales, politiques et environnementales.

La République de Guinée, poursuivant sa dynamique de planification, a élaboré deux plans nationaux de développement englobant les orientations stratégique du pays, le schéma global de développement ambitionné, les politiques, les moyens et les programmes de développement sectoriels et régionaux. Il s'agit du Plan Quinquennal de Développement Socio-économique 2011-2015 et du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP III).

Cinq objectifs sont poursuivis à travers la mise en œuvre de ces plans de développements, à savoir:

- l'amélioration de la gouvernance et les reformes institutionnelles ;
- la lutte contre la pauvreté, la poursuite des OMD et la valorisation des ressources humaines ;
- le développement des infrastructures économiques et les équipements socio-collectifs ;
- le développement et l'expansion économique et la promotion des secteurs porteurs de croissance;
- la réforme des forces de défense et le renforcement de la sécurité des citoyens.

L'élaboration de ces documents a été le fruit d'une large consultation qui a impliqué l'ensemble des acteurs du développement dans les secteurs publics et privé, la société civile et les partenaires au développement.

La croissance économique projetée requiert un volume d'investissement total de l'ordre de 57434 milliards de francs durant toute la période quinquennale (2011-2015), environ 7669millions USD, soit une moyenne annuelle de 11.487 milliards gnf dont 5324 d'investissement public (46%), financé par les ressources budgétaires propres et l'APD, et le reste soit 6.162 milliards(4%) devant provenir des investissements privés.

La mobilisation de ce volume d'investissement devra permettre une amélioration significative du taux d'investissement qui devrait passer de 17,1% du PIB en 2010 à 22,3% en 2011 et 29,1% à la dernière année du plan, c'est-à-dire en 2020.

III.Evaluation des progrès et des défis dans la mise en œuvre du programme d'Action d'Istanbul 2011-2020.

III-1 Progrès réalisés

La mise en œuvre du programme d'Action d'Istanbul n'a pas fait l'objet d'un plan de mise en œuvre particulier. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre global de la mise en œuvre des objectifs internationaux de développement, notamment des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et nationaux (plan quinquennal 2011-2015 et DSRP III 2013-2015), lesquels prennent largement en compte les préoccupations exprimées dans le plan d'Action d'Istanbul.

En dépit du contexte décrit plus haut, un contexte difficile, des progrès notables ont été accomplis notamment dans les secteurs suivants:

- agriculture, sécurité alimentaire et développement rural ;
- commerce
- développement humain et social ;
- mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités ;
- le transfert des fonds des migrants ;
- la bonne gouvernance.

a)- Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural.

Dans le secteur agricole, avec l'appui des partenaires au développement, les activités suivantes ont été réalisées:

- l'adoption du plan National d'Investissement de l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIASA) par le Gouvernement.
- le lancement, la finalisation et la vulgarisation du rapport final de la revue des dépenses publiques du secteur agricole avec l'appui de l'US-AID, IMSAH et CORAF/WESARD et la validation des textes semenciers avec l'appui du PAM ;
- l'élaboration et la validation de l'enquête globale réalisée par l'ANASA sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Guinée.

Les appuis directs de l'Etat se sont inscrits dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental de sécurité alimentaire initié en 2011, lesquels ont porté notamment sur:

- le renforcement du dispositif d'encadrement des campagnes agricoles qui est passé de 427 conseillers agricoles à 608 agents avec pour objectif d'appuyer les paysans pour une meilleure utilisation des intrants et des pratiques agricoles et ;
- la poursuite des efforts de mécanisation agricole (fourniture d'équipements de préparation des sols, de récolte et post-récolte livrés aux groupements de producteurs et des privés).

En matière d'élevage, les efforts du Gouvernement visent trois objectifs généraux, à savoir:

- participer à la sécurité alimentaire ;
- contribuer à la réduction de la pauvreté ;
- contribuer à la protection de l'environnement.

Le Gouvernement s'est engagé à augmenter la production de la viande bovine, de la viande des caprins et porcins ainsi que celle du lait et des œufs. Les capacités des organisations socioprofessionnelles des éleveurs (OPE) ont été renforcées à cet effet.

Sur le plan de la pêche, les efforts visent à accroître les productions halieutiques nationales en vue de couvrir les besoins de consommation de la population estimés à 232000 tonnes en 2015. Le secteur joue aujourd'hui un important rôle dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire.

b)-développement humain et social

Dans ce domaine, les efforts du Gouvernement ont porté sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, habitat et assainissement, électricité, eau potable, emploi, protection sociale et culture).

Dans le secteur de la santé, les efforts se sont focalisés sur la lutte contre la mortalité maternelle et néo-natale, l'appui à la mise en œuvre de la gratuité des soins obstétricaux, le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA, le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration et la réhabilitation des infrastructures sanitaires et la riposte contre l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola.

Aussi, suite à l'épidémie de fièvre à virus Ebola, le Gouvernement s'est engagé dans un processus de révision de la politique nationale de santé et d'élaboration d'un nouveau plan de développement sanitaire qui portera un accent particulier sur les dispositifs de relèvement post-Ebola.

Au niveau de l'éducation, le soutien au secteur pourra favoriser la croissance économique à travers :

- l'élaboration d'une stratégie à même de former des ressources humaines susceptibles de répondre aux besoins de l'économie ;
- la qualification de la formation à travers un meilleur dispositif de gestion du système éducatif ;
- l'accroissement de l'accès à l'éducation à tous les niveaux et l'amélioration dans le suivi de l'enseignement et de l'apprentissage.

Globalement, les actions menées dans le cadre du programme ont contribué à l'atteinte d'importants résultats. A titre d'exemples:

- au préscolaire, pour la tranche d'âge de 36 ans, le TBS est passé de 8,0% à 11,8% entre 2008-2009 et 2013-2014 contre 20,3% prévu ;
- au primaire, le TBS est passé de 77,5% à 82,1% au cours de la période 2008-2009 et 2013-2014 contre 84,3% prévu pour les filles, le TBS a connu une évolution de 70,2% à 74,6%.

D'importantes autres activités ont été menées dans le cadre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ainsi que dans celui de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

En matière d'amélioration de l'accès à un habitat décent, la politique nationale de l'habitat s'est exprimée à travers la vision habitat 2021 prévoyant la construction d'un cadre de vie sain et sécurisé pour la promotion d'un habitat répondant aux besoins des populations dans une perspective de développement régional équilibré, de développement efficace, économiquement soutenable et socialement équitable. Aussi une politique nationale de protection sociale incluant les filets sociaux et l'emploi pour les moyen et long termes est en cours d'élaboration.

Par ailleurs, le Gouvernement a mis en place une stratégie de développement de la jeunesse et de promotion de l'emploi jeunes à travers des projets et des programmes.

Dans la mise en œuvre de cette politique, d'importants résultats ont été atteints. Des initiatives telles que le PNVJ, le VCA, les fonds de crédit FONIKE et FONCREA ont sensiblement amélioré l'employabilité des jeunes et leur compétitivités sur le marché du travail.

C) Crises multiples et autres défis émergents

Les principales crises sont l'instabilité politique liée à l'organisation des élections et la crise sanitaire que le pays a connue avec l'apparition soudaine en Décembre 2013 de l'épidémie de fièvre à virus Ebola, les conjonctures régionale et internationale et les aléas climatiques.

L'impact de l'épidémie à virus Ebola sur la croissance a été de 2.1 point de pourcentage du PIB en juin 2015 avec une réduction des projections de croissance, initialement de 4.5% à 2.4%. Des tensions inflationnistes sont aussi signalées. L'épidémie risque aussi d'aggraver la situation extérieure reflétant des exportations plus faibles, et des importations plus importantes de produits alimentaires, ainsi que des reflux de revenus liés aux travailleurs expatriés et des reflux de capitaux significatifs.

Aussi selon les résultats de l'étude sur la perception de la population et des entreprises sur le niveau de la corruption en Guinée, publiée en 2012, le chômage et l'emploi constituent les principaux problèmes qui assaillent la Guinée. A ceux-là s'ajoutent le renforcement de la gouvernance judiciaire, le renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale, l'amélioration de la gouvernance économique, politique et administrative.

Tous les secteurs économiques ont été touchés. La dynamique attendue du secteur minier a été ralentie, du fait du report de certaines études et des travaux d'infrastructures, et des départs du personnel expatrié. Le transport maritime connaît une baisse du trafic. L'hôtellerie et le tourisme sont affectés avec une réduction du flux des voyageurs ; des touristes, experts, hommes d'affaires. L'agriculture est aussi affectée. Des enquêtes sont en cours pour évaluer l'ampleur de la baisse de l'activité agricole. Le commerce transfrontalier est en net recul. La crainte de l'épidémie, les mesures de prévention avec notamment la fermeture des frontières qui a entraîné une baisse considérable des échanges commerciaux intra-régionaux de la Guinée.

L'épidémie Ebola a durement et directement affecté le secteur de la santé, avec de nombreuses pertes en vies humaines notamment au sein du personnel de santé. L'offre de la qualité des prestations des structures de soins ont été fortement réduites avec une baisse du nombre d'acte médical. On note aussi une baisse de la disponibilité des produits de

santé et des équipements pour les services essentiels dans les districts. Le système de santé dans son ensemble est mis à rude épreuve.

La situation des finances publiques a été elle aussi durement affectée. On note une baisse importante des recettes fiscales consécutive au ralentissement de l'activité économique. Des dépenses sont envisagées par le Gouvernement pour le renforcement du système sanitaire dans son ensemble et le soutien à l'économie (microcrédit, soutien à l'agriculture, à l'hôtellerie et au tourisme, au secteur du commerce intra-communautaire et au secteur minier).

d) Mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités

Le schéma principal de financement des activités de mise en œuvre du programme d'activité d'Istanbul prévoit des contributions tant internes (épargne et ressources budgétaires) qu'externe (APD et financements privés).

e) Transfert des fonds des migrants

Les transferts des fonds des migrants constituent une source importante de financement du développement national au regard du nombre élevé de guinéens vivant à l'étranger.

En 2011, un Ministère Délégué aux Guinéens de l'Etranger a été créé à l'effet de mettre en place, entre autres, un dispositif permettant de mieux mobiliser les ressources de la diaspora et de canaliser leurs transferts vers des investissements productifs, de croissance et d'emplois.

f) Bonne gouvernance

Pour la gouvernance globale, des efforts notables sont à noter précisément dans les domaines de la justice, du renforcement de l'Etat de droit ainsi que dans celui des réformes institutionnelles.

Dans ce domaine, le Gouvernement s'est fixé comme priorités la lutte contre la corruption, l'amélioration de la gouvernance (politique, institutionnelle, économique, judiciaire, administrative et locale).

En matière de gouvernance politique, les principaux résultats auront été:

- la réforme des institutions et le renforcement des capacités de la CENI ;
- l'organisation des élections présidentielle et législative ;

- la promotion des femmes dans la sphère de décision sociale, politique et économique.

En matière de gouvernance judiciaire ; il faut noter:

- le renforcement du cadre juridique à travers l'adoption d'un projet de loi organique portant sur l'organisation, le financement et la mise en place du Conseil Supérieur de la magistrature ;
- l'inscription des cotisations de l'OHADA dans le Budget National de Développement (BND) ;
- la mise en place d'une commission d'harmonisation du droit interne avec les conventions internationales ;
- l'amélioration de l'accès géographique et le recours à la justice ;
- le renforcement du cadre légal et des capacités institutionnelles et humaines en matière de lutte contre la corruption.

En matière de renforcement de la décentralisation, les efforts ont visé principalement le renforcement du processus de décentralisation en vue d'un transfert réel des compétences et des ressources vers les collectivités locales et l'approfondissement du processus démocratique.

En matière de gouvernance économique, la mise en œuvre des réformes en matière de gouvernance financière a été poursuivie. Les efforts ont porté essentiellement sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique, les réformes au niveau de la dette (politique d'endettement public), la réforme du compte unique du trésor (CUT), la gestion du patrimoine de l'Etat, la gestion comptable de l'Etat.

En matière de gouvernance administrative, d'importantes activités ont été réalisées en matière de réforme du secteur public. Les activités ont été essentiellement focalisée sur le développement institutionnel, le renforcement des capacités ; la modernisation de l'administration et la mise en place d'une Ecole Nationale d'Administration.

Pour encadrer l'ensemble des réformes en matière de gestion des finances publiques, la préparation d'un nouveau plan révisé de réformes des finances publiques est en cours sur la base des résultats de l'évaluation PEFA « dépenses publiques et responsabilités financières ».

I. Cohérence et liens avec l'ordre du jour pour l'après 2015 et autres processus mondiaux.

Les activités de développement socio-économique entreprises dans le cadre de la mise en œuvre des DSRP II et III et du plan quinquennal 2011-2015 s'inscrivent en droite ligne de l'Ordre du jour pour l'après 2015 et autres processus mondiaux qui visent à la réalisation des objectifs du millénaire pour un développement durable.

II. Conclusion et marche à suivre.

La mise en œuvre du programme d'actions d'Istanbul durant ces cinq premières années connaît des résultats mitigés qui s'expliquent à la fois par un contexte national et international défavorable (instabilité politique liée aux élections ; baisse des prix des matières premières et la crise sanitaire liée à l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola).

En dépit de ces contraintes, les investissements dans les infrastructures de soutien à la croissance se sont fortement accrus. Quant à la gouvernance globale des efforts notables notamment dans les domaines de la justice, du renforcement de l'Etat de droit ainsi que des réformes structurelles sont à noter.

Avec l'organisation de l'élection présidentielle du 11 octobre 2015, élection libre, crédible et transparente et la fin de l'épidémie à virus Ebola, les perspectives sont bonnes.

Déjà, au vu de l'impact de la crise sanitaire sur les différents secteurs de l'économie nationale, les partenaires au développement se sont fortement mobilisés pour soutenir la Guinée dans le processus de relance de son économie. Les principaux contributeurs sont la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la BAD, le Japon, la Chine, la France et l'US-AID. La dynamique se poursuivra dans le cadre des agendas régionaux et internationaux notamment l'agenda post 2015.

